



La taxe sur les robots s'invite à Berne

Fiscalité L'idée d'imposer les machines intelligentes fait son chemin, notamment en Europe. Cette semaine, la conseillère nationale Lisa Mazzone (Les Verts/GE) va demander au Conseil fédéral d'ouvrir ce dossier chaud.



Anthony Anex/Keystone

La Verte Lisa Mazzone porte le débat au niveau politique.

Élisabeth Eckert

elisabeth.eckert@lematindimanche.ch

Il y a un an à peine, cette idée faisait encore sourire. Aujourd'hui, elle s'impose comme une donnée dont les économies modernes doivent tenir compte: le robot va, toujours plus, remplacer l'homme au travail. Faut-il dès lors le taxer? Le remplacement de l'humain par la machine intelligente n'est pas une question idéologique; c'est un fait. Reste, au mieux, à en connaître l'ampleur et le temps que prendra cette nouvelle révolution tech-

nologique avant que l'on retrouve un nouvel équilibre.

La conseillère nationale genevoise Lisa Mazzone va ainsi déposer un postulat lors de la session de printemps du Parlement, qui s'ouvre demain à Berne. Son intitulé? «Le Conseil fédéral est chargé de rendre un rapport sur l'imposition des robots utilisés dans l'économie.» La réflexion est urgente, nous affirme-t-elle, «car les innovations technologiques vont plus vite que le processus parlementaire». Que dit ce postulat? «Entre 2010 et 2014, les ventes de robots ont augmenté en moyenne de 17% par an et le nombre annuel de demandes de brevets dans le domaine de la robotique a triplé ces dix dernières années. L'impact sur l'emploi est avéré». Dès lors, «il convient d'envisager les robots comme des objets dotés d'une capacité contributive et d'étudier la possibilité d'instaurer un impôt sur ces intelligences artificielles utilisées dans l'économie».

Son postulat, Lisa Mazzone l'a préparé depuis décembre dernier. Or, cette semaine, le professeur de droit fiscal Xavier Oberson lui a donné un retentissement médiatique dont elle n'aurait osé rêver. Ce dernier plaide lui aussi pour un changement de paradigme en la matière. «Avec la robotisation, déclare-t-il, des places de travail disparaissent. Il faut donc trouver des solutions pour financer notre sécurité sociale, nos infrastructures et la formation de personnes qui devront se réorienter.»



Le Matin Dimanche
1001 Lausanne
021/ 349 49 49
www.lematin.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 113'868
Erscheinungsweise: wöchentlich

Themen-Nr.: 999.213
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 27
Fläche: 51'363 mm²

«Après l'industrie, les services sont concernés. La question de la redistribution des richesses s'impose dès maintenant»

Lisa Mazzone, conseillère nationale (Verts/GE)

des machines, et ce, au même niveau que les travailleurs, «afin d'éviter que la peur face à l'innovation ne l'emporte sur l'innovation». Mi-février, le Parlement européen a certes rejeté l'idée première d'imposer les robots, mais va déjà s'atteler à leur donner une personnalité juridique ou électronique, comme le demande Lisa Mazzone. «C'est un premier pas important.» ●

La réflexion sur le mode de faire affirment de concert Lisa Mazzone et Xavier Oberson, n'en est qu'à ses débuts. Mais tous deux sont clairs sur un point. «Il faut rapidement repenser la question de la répartition des richesses par une adaptation de notre système fiscal», déclare la conseillère nationale genevoise. Tandis que Xavier Oberson esquisse quelques pistes: taxer les robots au nombre d'emplois humains dont ils auront pris la place ou passer par la TVA, qui impose chaque service fourni à autrui, quels qu'en soient la nature ou le fournisseur. «Dans le passé, la taxation

des entreprises a aussi été une utopie, rappelle Xavier Oberson. Qu'est-ce qu'une entreprise? Un fantôme, une création juridique, auxquels le droit a donné une personnalité avant de les taxer.»

Pour le coup, ce n'est plus le temps médiatique ou des sondages qui avance plus bien vite que le temps politique. Les suppressions d'emplois structurelles qui se succèdent démontrent bien à quel point le robot ou les logiciels, tous dotés désormais d'intelligence artificielle, sont aptes à remplacer l'humain. La semaine dernière, le fondateur de Microsoft, Bill Gates, a, lui-même, plaidé pour une taxation